

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE DOMME – VILLEFRANCHE DU PERIGORD 24250 SAINT - MARTIAL DE NABIRAT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N° ordre : 2015/58

L'an deux mille quinze, le vingt sept juillet, le conseil communautaire de la Communauté de Communes de Domme – Villefranche du Périgord, dûment convoqué, s'est réuni à dix-huit heures trente, en session ordinaire à la salle des fêtes de Groléjac sous la présidence de M. Thomas MICHEL.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 35

Date de convocation du conseil communautaire : 27 mai 2015

PRESENTS : MALVY Francis – MANIERE Bernard – MAURY Daniel - ROUBERGUE Marie-Françoise – JALES Rémi – AZAM Serge – DEBET-DUVERNEIX Joëlle – VASSEUR Marie-Hélène – CASSAGNOLE Jean-Claude – LAGRANGE Jocelyne – GERMAIN Alain – JOURDAN Jean Louis - LAVAL Jean-Marie – BREL Gérard – MAZET Bernard – CALMEILLE Alain – MAURY José – VIGIE Yvette - GAUTHIER MILHAC Michel – CONCHOU Daniel – FARFAL Claudine – FRICONNET Nadine – COUDOUIMIE Jean-Pierre – MICHEL Thomas – FRANCES Yannick – BRONDEL Claude – CARRIER Jean-Louis

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES : VALERY Jean-Pierre – TREMOULET Michel – DELPECH Pascal

ABSENTS EXCUSES NON REPRESENTES : LAGREZE Jocelyne – MAURIE Daniel – DUSSOL Pascal – LAPOUGE Michel – MICHEL Véronique

ABSENTS NON EXCUSES NON REPRESENTES : VENTELOU Christian – VAN SEVEREN Jean Claude – CABANNE Jean Claude

POUVOIRS : Mme LAGREZE Jocelyne a donné pouvoir à Mr JALES Rémi, Mr MAURIE Daniel a donné pouvoir à Mr AZAM Serge, Mr DUSSOL Pascal a donné pouvoir à Mme VASSEUR Marie Hélène, Mme MICHEL Véronique a donné pouvoir à Mr CARRIER Jean Louis

M. BREL Gérard a été nommé secrétaire de séance par le conseil communautaire.

Objet : Approbation de la carte communale de Villefranche du Périgord

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 et suivants et R.124-1 et suivants et L.211-1 ;
Vu la délibération de la Communauté de Communes du Pays du Châtaignier n°2011/30 en date du 28/06/2011 décidant la révision des cartes communales sur les communes de Besse, Campagnac les Quercy, Loubéjac, Mazeyrolles, Prats du Périgord, Orliac, Saint Cernin de l'Herm, et Villefranche du Périgord ;

Vu l'arrêté du Président n°2014-109 en date du 16/06/2014 soumettant à enquête publique les projets de cartes communales ;

Vu les conclusions du commissaire-enquêteur rendues suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 08/07/2014 au 12/08/2014 ;

Vu l'avis des Personnes Publiques Associées ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles ;

Considérant les observations faites au cours de l'enquête publique, les conclusions du commissaire – enquêteur et l'avis de la CDCEA ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Communautaire :

- décide d'approuver la carte communale de Villefranche du Périgord, annexée à la présente délibération, en contestant l'avis défavorable de la CDCEA :

sur le secteur de La Lizonne – la Jacquette, la CDCEA émet un avis défavorable sur la parcelle 190 ainsi que sur l'extension de la zone de la Jacquette (parcelles n°217, 219 et 220 dont la superficie est de 0.86 ha).

Ce secteur bénéficie des réseaux d'eau et d'électricité en capacité suffisante. Suite à l'analyse du territoire ainsi qu'à la concertation avec les représentants de la profession agricole, il apparaît que le zonage proposé permet un développement du secteur sur des parcelles qui n'ont pas de potentiels agricoles. 3.32 ha retrouveront leur vocation agricole.

La collectivité maintient la totalité de la zone en U pour laquelle la profession agricole n'a pas émis d'avis défavorable lors des réunions de concertation pré et post enquête publique.

Il est de l'intérêt général de la commune de permettre le développement de ce secteur.

Sur le secteur Grand champ – Labardamier : La CDCEA émet un avis favorable avec le retrait des parcelles n°253. 257 et 259.

Ce hameau dispose des réseaux suffisants. La réorientation du zonage permet le retrait de 4.30 ha de zone constructible. Par ailleurs les 3 parcelles susnommées permettent de renforcer le bâti existant et donc de densifier le hameau. La collectivité maintient la totalité de la zone en U pour laquelle la profession agricole n'a pas émis d'avis défavorable lors des réunions pré et post enquête publique.

Il est de l'intérêt général de la commune de permettre le développement de ce hameau.

Sur le secteur Les Peyroulières : La CDCEA émet un avis défavorable sur l'extension de la zone.

Ce hameau dispose des réseaux suffisants. Cette zone fait l'objet d'un retrait de 7.00 ha de surfaces constructibles, contre l'ajout de 0.88 ha mieux desservis par une voie communale.

La collectivité maintient la totalité de la zone en U pour laquelle la profession agricole n'a pas émis d'avis défavorable lors des réunions pré et post enquête publique.

Il est de l'intérêt général de la commune de permettre le développement de ce hameau.

Sur le secteur La Borie Grande : La CDCEA émet un avis défavorable sur la zone : « cette zone présentant encore un disponible à la construction, n'a pas connu d'évolution depuis l'approbation de cette carte communale ».

Ce secteur a fait l'objet de 2 nouvelles constructions depuis l'approbation de la carte. Deux constructions sont en attente sur le projet d'extension de la zone.

La collectivité maintient la totalité de la zone en U pour laquelle la profession agricole n'a pas émis d'avis défavorable lors des réunions pré et post enquête publique.

Il est de l'intérêt général de la commune de permettre le développement de ce hameau.

Sur le secteur Le Peyret : La CDCEA émet un avis défavorable sur l'évolution de cette zone qui ne conduit pas à un bénéfice pour la préservation des espaces agricoles.

La collectivité, en tenant compte de l'avis de la CDCEA, retire la totalité de la zone U soit 1.87 ha de surface constructible.

- dit que les autorisations d'urbanisme resteront délivrées par le Maire au nom de la Commune ;
- dit que la présente délibération et l'arrêté préfectoral, conformément à l'article R 124.8 du Code de l'Urbanisme, seront affichés pendant un mois au siège de la Communauté de Communes et à la Mairie de la commune concernée. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département,
- dit que la carte communale approuvée sera tenue à disposition du public au siège de la Communauté de Communes et dans la mairie concernée, aux jours et heures habituels d'ouverture,
- dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,

Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme,

Le Président,

Thomas MICHEL





PREFET DE LA DORDOGNE

Arrêté n° 2015 80182.
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune de VILLEFRANCHE DU PERIGORD

Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral du 12 Novembre 2007 approuvant la carte communale de VILLEFRANCHE DU PERIGORD,

VU la demande en date du 28 Juin 2011 du Conseil Communautaire de réviser la Carte Communale de VILLEFRANCHE DU PERIGORD,

VU la désignation de M. Alain BERON, président de la commission d'enquête par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté du président de la communauté de communes en date du 17 Juin 2014 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 8 Juillet 2014 au 12 Août 2014 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27 Juillet 2015 approuvant la carte communale de VILLEFRANCHE DU PERIGORD,

VU les avis des services consultés,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en date du 23 Janvier 2013,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013149-007 du 29 mai 2013 portant création de la communauté de communes de Domme-Villefranche du Périgord issu de la fusion des communautés de communes de Domme et du Pays du Chataîgnier,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme renouvelé (loi ALUR),

SUR proposition de Mme la Sous-Préfète de Sarlat,

ARRETE

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale de VILLEFRANCHE DU PERIGORD annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R.124-1 à R.124-3 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (2 plans de zonage)
- les servitudes d'utilités publiques (2 plans)

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- au siège de la Communauté de communes de Domme-Villefranche du Périgord,
- à la mairie de VILLEFRANCHE DU PERIGORD,
- au service territorial du Périgord Noir (Direction Départementale des Territoires),
- à la sous-préfecture de Sarlat,

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M.le Président de la Communauté de communes de Domme-Villefranche du Périgord.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire approuvant la carte communale seront affichés en mairie et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : la Sous-Préfète de Sarlat, le Président de la Communauté de communes de Domme-Villefranche du Périgord, le Maire de la commune de Villefranche du Périgord, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat, le 23 octobre 2015

Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète de Sarlat,

Maryline GARDNER